

N° 031/CA du Répertoire

N° 99-131/CA du greffe

Arrêt du 02 mai 2002

AFFAIRE : COLLECTIVITE HOUESSOU

C/

MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE**REPUBLIQUE DU BENIN****AU NOM DU PEUPLE BENINOIS****COUR SUPREME****CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 04 novembre 1999 enregistrée au Greffe de la Cour le 05 novembre 1999 sous n° 1136/GCS par laquelle la Collectivité HOUESSOU représentée par Augustin et Raphaël HOUESSOU, 03 BP 3573 Cotonou, sollicite de la Chambre Administrative de la Cour Suprême la vérification de la régularité de la procédure ayant permis à des tiers d'obtenir des titres fonciers sur des parcelles appartenant à leurs parents et la prononciation (sic) d'une indemnisation à leur profit ;



Vu la lettre n° 0451/GCS du 17 février 2000 par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées du requérant ont été communiqués au Ministre des Finances pour ses observations ;

Vu les observations de l'Agent Judiciaire du Trésor objet de son mémoire en défense n° 125/AJT/BPJRCC/SA en date du 09 juin 2000 ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 1615 du 15 novembre 1999 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

DE = 2000F

Enregistré à Cotonou le 30-10-02

Fo 08 Case 11118-4

Reçu Deux mille francs

L'Inspecteur de l'Enregistrement



EN LA FORME**Sur la recevabilité**

Considérant qu'il y a lieu, eu égard aux dispositions légales relatives à la computation des délais, de faire les observations ci-après :

- Décision attaquée : en réalité, décision implicite de refus du Ministre des Finances et de l'Economie, d'instruire sa Direction Technique compétente aux fins d'engager diligemment une procédure d'annulation des titres fonciers querellés ;

- Recours gracieux : 26 février 1999, enregistré au Ministère des Finances et de l'Economie, le même jour, sous n° 1332/MF/DC/SA ;

- Date du recours contentieux : 04 novembre 1999, enregistré au Greffe le 05 novembre ;

Considérant que conformément à l'article 68 de l'Ordonnance n° 21/PR susvisée :

« Le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de notification ;

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision ;

Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet ;

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois sus-mentionnée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi ;

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux mois prévu à l'alinéa précédent... » ;

Considérant que de la date de la décision implicite de rejet du recours gracieux des requérants par le Ministre des Finances et de l'Economie, à la date d'introduction de la requête, il s'est écoulé effectivement un délai de plus de deux mois, comme le soutient le défendeur ;

Considérant que le présent recours ne respecte donc pas les prescriptions de la loi, notamment l'article 68 sus-indiqué de l'Ordonnance n° 21/PR ;

Que dès lors, il doit être déclaré irrecevable ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en annulation pour excès de pouvoir de la Collectivité HOUESSOU en date du 04 novembre 1999 contre la décision implicite de refus du Ministre des Finances et de l'Economie, d'instruire sa Direction Technique compétente aux fins d'engager diligemment une procédure d'annulation des titres fonciers querellés, est irrecevable ;

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite à la Collectivité HOUESSOU, au Ministre des Finances et de l'Economie ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême

Article 3 : Les dépens sont à la charge des requérants.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative

PRESIDENT:

Grégoire ALAYE
et
Joachim AKPAKA

}
}
}

CONSEILLERS.



Et prononcé à l'audience publique du jeudi deux mai deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Irène Olga AÏTCHEDJI

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,

